



session des: 18-19 mai 1988

bureau national

point 1 de l'ordre du jour

NOTE INTRODUCTIVE AU DEBAT SUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE

INTRODUCTION

Ces dernières semaines ont été riches en événements ; l'actualité après l'élection présidentielle se développe rapidement. Cette note, rédigée immédiatement après le second tour de la présidentielle n'a pas l'ambition d'être exhaustive. Il est trop tôt pour tirer de manière la plus pertinente tous les enseignements des scrutins, de nombreuses décisions politiques importantes ne sont pas encore connues.

Cette note se propose, à partir d'une première trame de réflexions, d'aider au débat et à l'analyse du BN.

Un temps plus important a permis de proposer un premier chapitre plus fouillé sur le vote de Le Pen qui tente, outre une approche de la réalité de cette expression et de ses causes, de cerner les questions qu'il nous pose et d'avancer des propositions de traitement syndical du problème.

Le second chapitre tire un premier bilan des scores des autres candidats, tente une approche des conséquences du scrutin sur le paysage politique et donne le cadre de notre comportement vis à vis du futur gouvernement.

Le troisième chapitre présente succinctement les positions syndicales autour de l'élection et tire un premier bilan de la manière dont nous avons géré cette période.

I - LE VOTE LE PEN

L'élection présidentielle de 88 restera en grande partie caractérisée par le score de 14,4% réalisé au premier tour par Le Pen. Pour la première fois dans l'histoire électorale française l'extrême-droite atteint un tel résultat. La France se démarque de ses partenaires occidentaux : elle est le seul pays à accorder autant de suffrages à l'extrême-droite. Malgré le sursaut du 1er mai et le refus de l'extrême-droite marqué par de nombreux votes du 8 mai, cet événement ne sera pas sans conséquences sur le pays et pose une série de questions graves : le phénomène est-il durable ? va-t-il croître encore ? quelles influences aura-t-il dans les choix politiques à venir, plus directement sur la vie des gens, sur notre tissu social ? comment décoder ses raisons profondes et surtout comment y répondre ? Cette liste non exhaustive montre l'ampleur des interrogations auxquelles il faut faire face et l'urgence d'une réflexion approfondie ; les quelques éléments qui suivent aspirent à en aider le démarrage.

1) Le score

Il n'y a pas 4.342.000 fascistes en France aujourd'hui. Les reports des électeurs Le Pen le 8 mai montrent qu'il s'agit d'un électorat extrêmement fluide. Les motifs profonds ou réactionnels du vote Le Pen sont extrêmement multiples et méritent d'être approchés dans leurs diversités géographiques, socioprofessionnelles, socioculturelles, économiques et sociales. Le travail reste à faire mais on peut, d'ores et déjà décoder en première lecture 3 mouvements de fond qui se sont rejoints sur le nom de Le Pen : les votes extrême-droite, poujadistes et protestataires.

--> Le vote extrême-droite

On peut émettre l'hypothèse que le nombre d'électeurs ayant exprimé une communauté idéologique profonde avec les thèses du Front national a fortement augmenté. Ils ne sont pas tout l'électorat Le Pen mais la consolidation de l'appareil, le développement d'une présence militante charpentée pratiquement dans tout le pays montrent que depuis les premiers succès des années 83/86, un nombre important de gens a dépassé le vote protestataire pour rejoindre les petits ruisseaux des vrais militants d'extrême-droite. C'est un des aspects les plus inquiétants : l'appropriation par un nombre croissant, de l'intégralité des thèses extrémistes qui se traduit souvent par un engagement militant. Cet aspect sera le plus dur à résorber.

--> Le vote poujadiste

Près d'un tiers des petits commerçants et artisans, un cinquième des agriculteurs, au total un quart des électeurs installés à leur compte, le vote poujadiste s'est clairement exprimé. Il est à rapprocher du durcissement net de la CGPME dans la période électorale. Si les petits patrons et travailleurs indépendants, souvent sensibles aux thèmes anti-immigrés, d'ordre et de sécurité, de rejet des "gros" ont déjà dans les scrutins précédents donné une assise à Le Pen, l'importance de leur vote traduit une déception par rapport à la politique Chirac, surtout dans le domaine de la fiscalité. Une forte crainte devant les conséquences de l'ouverture du Marché Unique et particulièrement face à la liberté d'installation a très certainement renforcé un repli face aux mutations.

La forte poussée chez les agriculteurs est plus difficile à cerner car les campagnes sont moins soumises à la pression de l'insécurité ou à de forts taux d'immigration sinon par médias interposés. La FNSEA avait jusqu'alors canalisé les protestations des agriculteurs. On peut supposer que l'engagement de Guillaume dans le gouvernement et la persistance des problèmes qu'il était censé régler ont fortement pesé.

--> Le vote protestataire salarié

Le Pen a augmenté son audience de manière sensible dans les couches salariées moyennes et petites qui représentent la moitié de son électorat. Il fait part égale avec le PC auprès des ouvriers et dépasse sa moyenne nationale auprès des chômeurs. Il réunit à la fois les exclus exprimant un désarroi profond, le vote des "petits blancs", celui des salariés en perte de repères, inquiets

pour leur emploi et face aux mutations.

Les couches les plus défavorisées sont également celles sur lesquelles pèsent le plus fort le sentiment d'insécurité et celui d'une compétition avec les immigrés avec lesquels ils partagent les lieux et conditions de vie. Ces aspects pesant sur la vie quotidienne sont perçus comme fort éloignés des préoccupations et des actions de la classe dirigeante.

C'est bien entendu surtout le vote de ces catégories, que le syndicalisme est censé représenter, dont il faut approfondir l'approche.

2) Les causes

Approcher les causes exactes de cette expression de nombreux salariés reste difficile car elles sont extrêmement multiples selon les lieux, les situations, l'histoire, et que l'on manque d'éléments d'informations et d'analyses, provenant notamment de nos organisations. De ce point de vue, à tous les niveaux, nous sommes en déficit d'informations. Mais il est tout de même possible d'avancer une série d'explications que l'on peut résumer dans une formule un peu brutale : le vote Le Pen s'exprime lorsque l'inquiétude et le mécontentement s'additionnent à la disparition de l'encadrement idéologique, moral et militant traditionnel. Le curé, le militant communiste, le syndicaliste, l'associatif ne sont plus autant là où les problèmes se posent souvent dramatiquement que par le passé pour irriguer le tissu social, expliquer, rappeler les valeurs, donner des perspectives, prendre en charge, effectuer les médiations nécessaires. Face à un monde en bouleversement nous ne sommes plus là pour donner des repères et pour retisser les liens indispensables dans toute communauté.

Nos militants n'habitent plus que rarement dans les quartiers à problème, la baisse des moyens, la perte d'adhérents, le repli du syndicalisme sur l'entreprise diminuent notre capacité de prise en charge des problèmes sociétaux, de présence sur le terrain du hors travail.

Ce recul se conjugue avec la perte d'influence des grandes idéologies qui donnaient des réponses et l'espoir. L'échec des politiques conduites en 81 et 86 a renforcé le désarroi et hissé les rancoeurs au niveau des espérances investies.

La cohabitation a pu renforcer le rejet d'une classe politique donnant l'impression d'une collusion loin des problèmes quotidiens et concrets. Le patronat par sa fréquente gestion brutale des effectifs et les difficultés qu'il crée à produire des résultats dans les négociations porte une lourde responsabilité.

C'est au moment où la période, notamment pour les plus défavorisés, est la plus angoissante que les réponses accessibles, concrètes, des forces institutionnelles traditionnelles s'estompent. La modernisation est vécue négativement par de nombreuses catégories. En premier lieu, Les chômeurs, les nouveaux pauvres qui sont exclus souvent victimes directes du processus, de modernisation de l'économie mais aussi les salariés en pleine insécurité dans leur emploi, face aux vagues d'OPA ou inquiets des conséquences du grand marché. Le repli sur soi, le corporatisme se développent.

Sensibles face à l'emploi, ces catégories le sont également fréquemment au niveau des quartiers, de l'habitat, de la cohabitation interéthnique.

Les plus défavorisés ne peuvent se loger comme ils le souhaitent.

Ils sont exclus des possibilités d'accession à la propriété et n'ont pas les moyens de quitter les cités ghettos. C'est donc sur eux que pèsent le plus fort les difficultés des différences de modes de vie, de cultures avec les populations immigrées. Peu de réponses concrètes sont apportées, la tentation pour les solutions xénophobes progressent. La seule parade serait-elle, comme l'avancent certains, dans la recherche d'une plus grande homogénéité ethnique des quartiers ?

D'autre part, ces gens semblent peu réceptifs aux discours élaborés, aux messages de plus en plus complexes qui traduisent des situations et des solutions elles-mêmes complexifiées. La démagogie porte parce qu'elle simplifie les problèmes et donne des réponses accessibles. L'illétrisme en forte progression n'explique pas tout. De nombreuses personnes se reconnaissent dans Le Pen parce qu'il tranche avec le monde aseptisé des décideurs. Son discours trivial, sa vie privée témoignent d'une proximité plus grande et rendent inopérantes les attaques personnelles dont il est l'objet. Mais cela traduit bien, aussi, un grave recul des valeurs démocratiques dont témoigne également la progression du vote strictement extrême-droite. Toutefois, à l'inverse, le choix de Le Pen pour exprimer sa protestation reste fréquemment honteux. La difficulté rencontrée par les sondés à trouver des électeurs qui avouent ce vote, montre qu'il reste vécu comme une transgression.

3) Les questions qui nous sont posées

Le tissu social est apparu beaucoup plus profondément déchiré que nous ne l'avons ressenti. Nous avons été surpris par l'ampleur du mouvement. Un mouvement qui pourtant touche particulièrement des couches que nous représentons, qui pourtant confirme nos craintes, fréquemment redites, des conséquences du chômage sur la société. Les signes décodés fréquemment dans les entreprises n'ont pas circulé dans l'organisation ou n'ont pas été analysés. Pourtant dès après les élections prud'homales de 1982, l'étude "La CFDT et les Prud'hommes" réalisée par "Feed Back" pointait déjà certaines perméabilités au refus de l'étranger, au repli corporatiste, à la demande d'autorité dans des entreprises.

Or, si disparaît totalement des structures CFDT la pratique de l'analyse de la situation générale, si les éléments d'appréciation issus de la pratique syndicale à même d'alimenter cette réflexion ne circulent plus, si nous n'avons plus que les sondages comme source d'informations, il est à craindre que nous perdions notre fonction essentielle de connaissance sociale. N'avoir pas évalué exactement un mouvement d'une telle ampleur, nous concernant très directement doit nous interroger profondément sur les raisons et les solutions à apporter.

Notre syndicalisme s'est surtout axé sur l'action revendicative dans l'entreprise. N'est-ce pas au détriment de sa fonction sociale dont la nécessité apparaît crument aujourd'hui ? Il ne s'agit pas d'opposer là deux approches du syndicalisme ; l'entreprise joue un rôle social essentiel notamment dans la lutte pour l'emploi et l'insertion, mais l'exclusion doit également se traiter au niveau des quartiers, de l'habitat ; elle mérite une action de prise en charge, de sensibilisation de témoignage et d'engagement ferme contre les dérives éventuelles. Depuis l'entreprise il faut faire le trait d'union avec la vie quotidienne et les problèmes qu'elle charrie. En avons-nous encore les moyens ?

n'avons-nous pas trop délaissé ce terrain ?

Autre question importante, nos équipes voulant s'attacher prioritairement à traiter les problèmes posés par le vote protestataire, ne risquons-nous pas, même involontairement de délaisser la prise en charge des immigrés ? Des signes avant-coureurs montrent déjà que si nos militants sont toujours aussi prompts à réagir aux attaques xénophobes, le traitement au jour le jour des problèmes concrets des immigrés tend à être délaissé.

Enfin, il nous faut réfléchir à nos modes de communication, à la lisibilité par tous de nos analyses et propositions. Face, par exemple, au matraquage CGT sur les dangers de l'Europe, nos exigences pour un espace social et ce qu'il signifie concrètement, sont-elles suffisamment claires et popularisées ?

Le vote Le Pen de salariés et d'exclus nous conduit à réfléchir sur certaines de nos manières de faire. Cela peut-être extrêmement positif ; la qualité des réactions de fond de toute la CFDT montre que ce phénomène peut souder une unité plus forte entre nos militants et redonner le goût d'assumer à la fois les fonctions de proximité et de connaissance sociale du syndicalisme CFDT. Pour aider à cela le BN doit impulser des initiatives concrètes et opératoires.

4) Quelles solutions ?

La réduction du Front National aux marges de l'extrême-droite qu'il n'aurait jamais dû quitter est d'abord un problème politique qui nous échappe.

Cela dépend en grande partie de l'existence d'une droite démocratique capable de reprendre au Front National la masse des électeurs qu'elle a perdu ; de la volonté de la classe politique tout entière de cesser à des fins électorales, de jouer avec les thèmes qui engraisent Le Pen comme sur les alliances avec le Front National.

Dans ces domaines, nous devons nous garder de confondre la droite et l'extrême-droite. Même si certains de la première revendiquent une proximité de valeurs avec la seconde ou tablent sur des alliances politiques avec elle, ce serait une faute politique que de mettre tout le monde dans le même panier. Par contre nous devons être vigilants et peser pour éviter toute dérive. La puissance de la réaction militante dès après le 24 avril rassure sur la capacité de la CFDT à réagir aux moments clés.

Pour combattre efficacement, il faut comprendre. Une incitation en direction des équipes est nécessaire pour impulser une analyse au plus près des raisons du vote et en faire remonter les éléments.

D'autre part un travail pour expliquer le contenu des propositions économiques et sociales du Front National auprès des salariés, leur démontrer qu'elles sont fondamentalement contraires à leurs intérêts doit être amplifié. Un matériel existe : note sur le programme du Front National, numéro de CFDT aujourd'hui, qui donne les éléments utiles.

Le patronat doit être mis en face de ses responsabilités sur l'insécurité que vivent de nombreux salariés, leur inquiétude sur l'avenir. La manière de conduire la modernisation, la gestion des effectifs, la réactivation des négociations, le développement local sont autant de terrains où le patronat doit modifier ses pratiques.

Nos sections syndicales ont un rôle considérable à jouer dans ce sens. Les inquiétudes des salariés, l'insécurité face à l'emploi se traitent d'abord au niveau de l'entreprise, qui doit jouer tout son rôle d'insertion et d'intégration. Aussi faut-il relier nos objectifs généraux sur l'exclusion avec le travail des sections syndicales.

Mais cette action ne saurait suffire si elle ne prend pas en compte l'intervention sur le tissu social lui-même. Le champ des problèmes à traiter est immense : intégration des immigrés, insertion des chômeurs, habitat et vie dans les quartiers, et nous n'avons plus les moyens à la hauteur des enjeux. Il apparaît donc nécessaire de choisir un terrain et d'y intervenir en agrégeant les partenaires associatifs et institutionnels dans des initiatives ciblées.

L'habitat et le quartier paraissent constituer l'angle d'intervention le plus immédiatement opératoire. Pour être efficace sur ce terrain. Le projet consiste à entraîner un croisement entre les initiatives interpros et professionnelles, de réunir d'abord au niveau national les différents partenaires concernés pour établir avec eux une méthodologie, puis d'inciter la décentralisation des initiatives.

Au niveau de la méthode nous pourrions dans un premier temps réunir les fédérations qui organisent des salariés intervenant sur ces questions (travailleurs sociaux, enseignants, professionnels HLM etc...) pour combler le déficit d'information et réfléchir sur les manières de faire. Puis étudier avec les UD les pratiques existantes et choisir les lieux d'initiatives pertinents. Une rencontre au niveau national avec les partenaires possibles du cadre de vie et de l'action sociale : les opérateurs institutionnels publics et privés, les associations (défense des locataires, culturelles, de migrants...), les structures institutionnelles (CAF, CLE, CIL), permettrait d'établir avec eux une stratégie et une méthode. Enfin, l'impulsion au niveau décentralisé d'actions opératoires à partir du même principe : rencontre interpro-syndiqués des secteurs impliqués, initiatives communes avec les différents partenaires, serait faite en donnant des éléments de méthode.

II - LES AUTRES ASPECTS POLITIQUES DU SCRUTIN

1) Le P.C.

La Présidentielle accentue le déclin électoral du PC. Depuis les 20,6 obtenus aux législatives de 78, le PC passe aux 15,3 de Marchais en 81 puis aux 9,8 de mars 86 pour arriver avec 6,8 au score le plus faible de son histoire. L'ajoinie recueille moins de la moitié des voix de Le Pen et il est dépassé par la totalité des scores de l'extrême-gauche et du candidat écologiste.

Le PC paie au prix fort l'obstination stratégique de sa direction et la sclérose d'un appareil enfermé dans son tissu de réseaux qui le coupe de toute irrigation par l'extérieur et limite le renouvellement de ses cadres. L'engagement important de la CGT, voulu par le parti, n'a pas suffi mais pose d'ores et déjà un problème important à la centrale dans une période où pourtant elle bénéficie d'une progression dans les élections professionnelles et oeuvre pour récupérer le vote protestataire.

Ce recul historique ouvre des perspectives à l'échelle du poids et de la présence qu'a eu le PC dans le mouvement ouvrier. Si nous ne devons pas regretter la perte de ses capacités d'encadrement social, qui est nous l'avons dit, un des facteurs de la progression du Front National, il nous faut nous interroger plutôt sur les moyens d'occuper la place laissée vacante.

L'existence d'un PC fort et la manière de se situer par rapport à lui a marqué l'histoire du mouvement ouvrier français et de ses organisations. Sa marginalisation confirmée modifie la donne y compris quant au rapprochement entre les organisations.

2) Les petits candidats

--> Juquin

L'ancien porte parole du PC a échoué dans ses objectifs.

Il n'a pas récupéré l'électorat communiste. Il est loin de faire jeu égal avec le PC. Son espoir de créer une nouvelle force en agrégeant les militants gauchistes des différentes organisations syndicales aboutit à la juste évaluation de l'impact de leurs thèses dans l'opinion publique. Ce résultat paye mal l'utilisation systématique des sigles et les tentatives d'ingérences politiques dans les choix syndicaux. Si les affrontements entre militants PC et rénovateurs secouent fortement certaines organisations CGT, la stratégie Juquin a peu perturbé nos équipes ; les appels unitaires téléguidés autour du 1er mai n'ont eu que de faibles échos notamment en province. Néanmoins ces tentatives de manipulation ne devront pas rester sans réponse.

--> Le vote écologiste

Dans un contexte difficile pour eux : un candidat moins affirmé que Lalonde et la présence de Juquin qui cherchait à capter une partie de leur électorat, les écologistes retrouvent leur score de 81.

Ce bon résultat démontre une sensibilité forte aux thèmes de l'environnement d'une population militante souvent proche de nous.

Cette proximité se retrouve dans beaucoup des propositions économiques et sociales développées par Waechter.

3) La recomposition du paysage politique

Le déroulement de la campagne, les résultats, les déclarations de la classe politique au soir du second tour montrent à l'évidence qu'une nouvelle distribution des cartes politiques est en train de s'opérer.

Toutefois, au moment où ces lignes sont écrites il est trop tôt pour évaluer la teneur et l'ampleur de cette recomposition politique. Le choix du premier ministre et la composition du gouvernement, la décision de dissoudre rapidement ou pas l'Assemblée Nationale sont des éléments d'éclairage que le BN aura lors de son débat.

Le 8 mai porte un coup sévère à la solidité de la coalition RPR-UDF destabilisée par les scores de Chirac et Barre du premier tour et le mauvais résultat au second, divisée sur la conduite à tenir par rapport à Le Pen et sur l'opportunité des coups politiques de la dernière semaine de campagne, éclatée entre l'aspiration à une

autonomie des centristes prêts à composer avec Mitterrand et l'affirmation d'une opposition sans concession de membres du RPR et du PR. Chirac aura du mal à imposer son leadership sur cette majorité parlementaire où les initiatives de regroupement se multiplient : Barre a déjà annoncé sa volonté de regrouper autour de lui "une force libérale et sociale", Balladur a, de longue date, proposé une alliance conservatrice et libérale, d'autres, plus au centre, semblent tentés par la majorité présidentielle.

Chirac sort en effet affaibli de l'épreuve. Il n'a pas tiré de bénéfices suffisants de son engagement dans la cohabitation ni de son action gouvernementale. La stratégie de conquête de l'électorat centriste au premier tour a échoué et lui a fait perdre des voix à droite. Le basculement, initié par Pasqua, vers des pratiques et un discours de droite dure a limité les reports centristes, troublé ses alliés et certains cadres du RPR, favorisé une forte mobilisation de l'électorat de gauche et un vote de refus de nombreux abstentionnistes du premier tour. L'aspect haïssable des tentatives de manipulation de l'opinion, le prix payé en vies humaines et en discrédit international, les conséquences pour l'avenir de décisions motivées par la seule recherche de bénéfices électoraux immédiats, font douter l'opinion sur les capacités de Chirac à conduire le pays. Plus que le succès au second tour, Pasqua, en rénouant symboliquement avec certains thèmes de l'épopée gauliste, a cherché à remener le RPR sur les bases d'une droite dure. L'engagement de Chirac dans cette stratégie laisse entendre sa faveur, dans l'immédiat, pour cette hypothèse qui crée pourtant de fortes tensions avec les membres plus modérés du RPR.

Mitterrand a créé les conditions de sa confortable réélection en tirant le maximum de profits des situations existantes. Si l'on prétend la France à droite c'est parce que l'importance du rôle de l'économie, la place des entreprises, la nécessité de la modernisation apparaissent évidentes à une majorité de français. Mais beaucoup rejettent les conséquences de la seule loi du marché et sont effrayés par les mutations brutales. Mitterrand a rassuré cet électorat en certifiant que la nécessaire modernisation du pays est possible tout en conservant les garanties sociales indispensables.

L'affirmation forte des valeurs républicaines lui acquis le vote de tous ceux qui ont voulu exprimer leur refus, leur peur du score de Le Pen et sanctionner la dérive Pasqua/Chirac. Cette réaction est salutaire mais ne doit en aucun cas nous faire oublier le 24 avril.

D'autre part le candidat Mitterrand a su utiliser l'expérience et la fonction présidentielle pour occuper le centre, position induite par la cohabitation et que n'ont pu lui reprendre Chirac ou Barre. Le discours sur le rassemblement et le choix d'une campagne axée sur les méthodes plutôt que sur les propositions ont été payantes et posent le cadre de la volonté présidentielle pour le prochain septennat.

En effet, mai 88 ne sera pas, de toute évidence, un remake de mai 81. Mitterrand veut poursuivre la mutation de la vie politique française qu'il a entrepris. Après avoir favorisé la marginalisation du PC et permis au PS d'occuper une place hégémonique à gauche il a, lors de son précédent septennat, conduit le PS à acquérir une culture de gouvernement. Son action a pesé sur l'éclatement de l'alliance majoritaire. Aujourd'hui, il souhaite pouvoir ouvrir sa majorité aux autres. Réussir cet objectif conduit à une

nouvelle mutation de la gauche. Le PS en premier lieu devra franchir une étape supplémentaire d'évolution politique et culturelle pour conduire la gestion du pays de manière plus pragmatique encore et pour accepter les alliances avec des adversaires d'hier. Cela ne se fera pas sans heurts quant au contenu des concessions à faire : sur le plan de la politique à mener si des choix trop en contradiction avec les aspirations du parti sont à faire, sur le plan des alliances électorales éventuelles lorsque des socialistes devront abandonner des sièges aux centristes. Cette mutation est déjà enclenchée : les "propositions pour la France" adoptées par la Convention Nationale de Janvier 88 sont fort éloignées des 110 propositions de 81 et à des lustres du "projet socialiste". Mais cette évolution ne sera pas non plus sans conséquences sur l'ensemble des forces associatives et syndicales se revendiquant de la gauche et particulièrement celles qui sont liées au PS. Les schémas sociaux-démocrates quelquefois mis en avant ne sont pas neutres quant aux rapports Syndicats/Partis et il nous faudra être particulièrement attentifs aux évolutions. En cas de modification des alliances municipales des répercussions sensibles se feront sentir dans les relations locales avec les associations et les organisations syndicales notamment celles proches du PC.

Pour notre part, l'hypothèse, plausible, d'un gouvernement ne légiférant que sur les quelques dossiers les plus consensuels rejoignant la volonté affirmée pendant la campagne par Mitterrand de laisser jouer au maximum la concertation et la négociation entre partenaires sociaux peuvent ouvrir, si cette attitude est confirmée, de larges possibilités aux initiatives de la société civile que nous appelons de nos vœux. L'époque n'est pas à l'attente des décisions d'Etat, mais à la conquête de nouveaux espaces et à l'exigence d'une impulsion forte dans ce sens par le pouvoir. Par ailleurs, nous n'avons pas à intervenir dans le débat sur la recomposition politique ni à modifier notre approche des gestions gouvernementales bien ancrée dans l'organisation depuis 86. Aussi nous ne nous exprimerons pas sur la composition du futur gouvernement et jugerons ses actes à venir cas par cas.

III - LES ORGANISATIONS SYNDICALES

1) Les positions sur l'élection

--> FO, la CFTC et la CGC n'ont pas donné de consigne de vote. Les salaires, le chômage et la protection sociale sont les problèmes mis en avant dans les déclarations de ces organisations après le 8 mai. La FEN par contre s'est engagée clairement, se félicitant de la réélection de François Mitterrand. La CGT a fait campagne ouvertement et fortement pour Lajoinie et a suivi le PC dans sa prise de position pour le second tour. Cela n'est pas sans créer de forts remous à l'intérieur de la centrale qui s'additionnent avec les tentatives de reprise en main des structures tenues par les rénovateurs. La volonté affirmée du PC d'être dans l'opposition et son souci de reconquérir du terrain en jouant sur les mécontentements peut conduire la CGT à s'engager dans ce que les journalistes appellent un "3ème tour social" pour gêner la nouvelle équipe gouvernementale et peser sur les évolutions du PS. La poussée revendicative sur les salaires, la volon-

tée d'exacerber les craintes du marché unique peuvent servir de levier. Le bureau confédéral du 9 mai appelle au développement des luttes et prévoit deux journées d'action à venir sur les salaires et la sécu dont la 1ère dès le 26 mai.

--> La manière dont nous avons choisi de nous positionner est bien ancrée dans l'organisation. La CFDT sort de cette période avec une homogénéité renforcée. La position du CN de janvier a été largement prise en compte et peu d'organisations ont choisi une expression publique ou même interne se différenciant de la position majoritaire.

Le traumatisme du score de Le Pen et la pression du second tour n'ont pas entraîné de nombreuses structures à modifier leur position.

La CFDT a été présente dans la campagne, nos exigences fréquemment réaffirmées, les équipes alimentées par syndicalisme de nos analyses et propositions sur les thèmes présents dans les débats.

Au soir du premier tour nous avons dit notre refus des thèses de Le Pen et de toute dérive de la classe politique vers lui ; nous avons souligné les malaises et les angoisses de nombreux français qui s'étaient traduits par ce vote et méritaient une prise en compte rapide. Dès sa réélection nous avons saisi le président de l'urgence que revêtent les problèmes sociaux et dit notre désaccord avec la notion de 3ème tour social. La poussée revendicative sur les salaires traduit la volonté d'un meilleur partage des fruits d'une rigueur qui a pesé le plus fort sur les salariés ; cette expression doit, pour nous, conserver son cadre strictement syndical.

2) Le vote syndical

Le sondage proposant une approche des votes selon la proximité syndicale n'est pas suffisamment rigoureux, le nombre de sondés est trop faible pour donner des résultats fiables. Il doit donc être manipulé avec prudence. On ne peut en tirer que les grandes tendances en comparaison des informations antérieures et des résultats de l'ensemble de la population. Il en ressort que le vote CFDT est plus à gauche que la moyenne française et semble avoir progressé dans ce sens. Le vote Mitterrand est important. L'expression des gens proches de la CGT ne paraît pas avoir changé, le vote pour le candidat communiste reste fort. Les sympathisants FO semblent par contre s'être sensiblement "droitisés". Le vote Le Pen n'est pas décodable dans de telles approches car il est difficilement avoué par les sondés surtout lorsque ceux-ci revendiquent une proximité avec une organisation dénonçant l'extrême-droite.

3) Le 1er mai

Les manifestations du 1er mai ont montré que la capacité de réactions de toute la CFDT face aux événements graves, était intacte. Sa capacité aussi, à regrouper, dans l'unité avec elle, d'autres forces, à attirer dans son action les grandes consciences du pays. A Paris, l'unité syndicale, malgré les refus CGT et FO, a été largement réussie ; l'UNEF et PSA, les principales organisations anti-racistes et de défense des droits de l'homme s'étaient mobilisées avec nous. La foule était présente ; de nombreux intellectuels ont choisi de marquer leur refus à nos côtés.

Dans la ligne qui avait été annoncée au CN, la confédération a soutenu la double initiative de l'URSIF couronnée de deux succès. L'organisation d'un gala des libertés du soir du 30 mai et l'exploration des possibilités d'une expression unitaire le jour du 1er mai sur des bases strictement syndicales. Cette dernière démarche, dynamisée par le traumatisme du vote Le Pen, a abouti au succès que l'on sait à Paris. Dans la plupart des provinces les actions menées démontrent également une forte mobilisation unitaire en réaction aux événements ; globalement, là où l'unité s'est réalisée avec la FEN, le SNUI et la FGAF les cortèges ont été plus importants que ceux de la CGT.

CONCLUSION

La manière dont nous avons géré cette élection présidentielle constitue une nouvelle étape dans la consolidation de notre image. Nous devons poursuivre et renforcer cette démarche dans la période qui s'ouvre en affichant notre autonomie vis à vis du gouvernement. Il nous faut d'ores et déjà développer nos interventions pour marquer l'urgence de la prise en compte de nos préoccupations dans les priorités gouvernementales.

Les rencontres à venir avec le Président et le Premier Ministre s'inscrivent dans cette démarche qui sera poursuivie et amplifiée par la traduction de nos grands thèmes en revendications précises et adaptées à l'action de nos équipes.

La réaction du 1er mai montre que cette position n'affaiblit en rien la capacité de mobilisation de la CFDT lorsque nos valeurs sont remises en cause. Le vote du 8 mai, les événements politiques qui vont se développer ne doivent pas faire passer au second plan le score de Le Pen du 24 avril. Les leçons doivent en être tirées et se traduire dans notre action syndicale. La lutte contre les causes de ce vote doit s'amplifier et trouver une expression sur le terrain. Il nous faut renouer avec notre pratique d'analyse de la situation générale et améliorer notre capacité de perception des problèmes sociétaux. Cette préoccupation s'inscrit dans notre souci de renouer avec un syndicalisme de proximité.

